

2021 Limoges

Quel avenir pour les Habitant.e.s Exilé.e.s du 4bis Avenue de la Révolution ?

Mardi 2 Février 2021
Limoges



Mise en place de la réunion qui a reçu la délégation de la DDCSPP durant le premier confinement. Les habitant.e.s y exprimeront un refus clair d'être confiné.e.s individuellement à l'hôtel plutôt que d'être soutenu.e.s dans leur organisation collective contre l'épidémie.

* *Lettre ouverte au Préfet*

* *Témoignages*

* *Précarité ?*

* *Chabatz d'Entrar !*

* *Historique*

Cette édition a été réalisée par le collectif des habitant.e.s du 4bis Avenue de la Révolution et ses soutiens.

Elle est destinée à être distribuée et affichée dans l'espace public.

La lettre ouverte au Préfet est également diffusée dans la presse locale.

Les témoignages individuels ont été collectés lors d'ateliers d'écriture et d'entretiens.

Les autres textes sont écrits et signés par des groupes différents.

Monsieur Seymour Morsy, Préfet de la Haute-Vienne,



17 septembre 2020. Les habitant.e.s manifestent leur inquiétude devant les lieux de pouvoir de Limoges afin d'être entendu.e.s.

“ Tout le monde, quand on choisi de quitter son pays c'est pour aller mieux pas pour aller plus mal. Au départ tout le monde est passé par ça. On souffre un peu, on a des difficultés, on va pas trouver tout de suite tout construit pour nous, ça on comprend, mais il ne faut pas que ça dure trop longtemps parce après ça devient un peu... difficile... oui. ”

« Ici on est tous pareil, au squat, on a les mêmes problèmes. Tout le monde ici cherche un appartement, la régularisation des papiers. On est tous, on a la même vie. Déjà on a passé un an et demi, ça va ça se passe bien mais... »

« Rester comme ça un an, c'est normal, mais rester comme ça tout le temps c'est pas bien, c'est pas bien... »

Nous, le collectif des habitant.e.s exilé.e.s du Squat du 4bis Avenue de la Révolution revenons vers vous afin de nous assurer que le dialogue que nous avons entamé avec vos services et avec vous en personne se poursuit. Pour rappel, le Squat du 4bis Avenue de la Révolution a été investi en Mai 2019, afin que les personnes exilé.e.s qui n'ont pas eu accès à la régularisation de leurs situations administratives puissent se reloger, suite à la procédure d'expulsion par vos services du Squat de l'ex CRDP.

Nous sommes une centaine de personnes à vivre ici, dont 30 enfants, scolarisés, pour ceux qui sont en âge de l'être.

Depuis maintenant 20 mois d'existence ce lieu de vie a su maintenir dignement sa place dans la ville de Limoges car nous avons pris nos responsabilités en tant qu'habitant.e.s. Notre organisation collective permet de centraliser nos échanges avec un ensemble de services administratifs, (Préfecture, Mairie, Agglomération), services de soins et réseaux associatifs. De même, nous nous efforçons d'assumer notre organisation quotidienne pour sortir de l'assistanat.

Nous avons entamé des discussions avec vos services à propos de l'évolution des situations administratives de chacune de nos familles d'une part, mais aussi au sujet de l'éventuelle expulsion du lieu que nous habitons : Ainsi, suite aux lettres personnalisées que nous vous avons remises au mois de juillet, explicitant les motifs de nos demandes de séjour en France, nous avons pris rendez-vous dès le mois d'août pour déposer nos demandes de régularisation et de permis de travailler individuelles. Mais les délais de traitement de nos dossiers dépassent largement la période de la trêve hivernale dont la fin relancera la menace d'une expulsion collective à partir du 1er avril. Pour cette raison, le 15 décembre dernier nous vous avons demandé un regroupement et une anticipation de l'analyse de toutes nos demandes.

D'autre part, depuis le début, nos démarches individuelles sont accompagnées d'une revendication de prise en compte de la légitimité de notre groupe dans son intégralité. Nous avons sollicité votre pouvoir discrétionnaire pour la réquisition des bâtiments que nous occupons ou la mise à disposition d'un bâtiment vacant - dont la ville ne manque pas - permettant un accueil collectif de nos familles. A ce jour nos deux requêtes sont restées sans réponse.

Nous souhaitons donc que vos déclarations sur l'intérêt que vous portez à notre mode de fonctionnement autogéré ne soit pas un simple élément de langage et que nos propositions répétées trouvent une issue favorable en acte. Notre collectif pourra ainsi poursuivre son action quotidienne qui est un véritable travail coopératif d'accompagnement social.

Cette solution est une piste vertueuse dans la mesure où elle permet à la fois d'éviter une nouvelle situation de crise et de prolonger une expérience qui a déjà fait ses preuves. Quelles que soient les circonstances, nous continuerons à nous engager dans le sens de cette recherche de conditions de vie dignes.

Dans l'espoir de recevoir une réponse adaptée à notre inquiétude,

Le collectif des habitant.e.s exilé.e.s du 4bis Avenue de la Révolution.

Il a été reproché au collectif de soutien, lors d'un échange avec les autorités préfectorales, d'avoir « installer durablement dans la précarité » les personnes habitant au Squat du 4 bis avenue de la Révolution. Mais ce terme galvaudé de précarité, utilisé à gauche à droite par nos soit-disant représentant.e.s politiques et expert.e.s médiatiques mérite d'être discuté.

S'agit-il de cette « incertitude de conserver ou de récupérer une situation acceptable dans un avenir proche » que définit Wikipedia en tête d'article ? C'est en tout cas particulièrement pertinent en ce qui concerne les personnes qui ont trouvé refuge dans ce squat. Et de manière plus générale toutes les personnes en exil auxquelles est refusée la régularisation en France et en Europe.

Il s'agit concrètement pour elles.eux de se voir refuser un ensemble de libertés et de sécurités élémentaires, comme celles de choisir où et quand dormir, quand et quoi manger ou même de créer des liens sociaux. Ces conditions d'existence empêchent les individus et les familles d'assumer leur responsabilités et finissent par les priver de leurs droits fondamentaux au terme d'un processus d'isolement social. L'estime de soi, la capacité d'autonomie, mais aussi souvent la santé mentale affective et physique, s'en trouvent alors durablement blessées, au point de mettre régulièrement les personnes en situation de péril.

Nous estimons donc que l'ouverture et le maintien de lieux d'accueil et de vie tels que ce squat sont des actes nécessaires qui permettent de lutter efficacement contre une part de ces phénomènes.

Le Squat du 4bis Avenue de la Révolution n'est pas un hébergement d'urgence. C'est un lieu où l'on retrouve le droit fondamental d'habiter. Habiter quelque part, c'est une expérience de vie sensible grâce à laquelle prend corps sa dignité de femme et d'homme libre, à travers les actes simples de la vie quotidienne. Prendre le temps de vivre est le minimum vital hors duquel l'existence perd son sens.

L'accès à l'autonomie est ici rendu possible par ce retour au quotidien. S'installer quelque part, aménager son logement, pouvoir se laver, manger, et dormir au rythme que nécessite son corps ou sa famille et créer des liens de voisinage, c'est toute la différence avec le fait d'être hébergé.

Ce sont ces conditions d'habitat durable qui, parce qu'elles créent une communauté d'habitant.e.s, permettent de s'organiser pour prendre des décisions collectives et devenir visibles afin de faire valoir ses droits administratifs ou d'être soignés.

Ainsi vivre au sein d'un groupe qui veille et s'organise c'est se responsabiliser par rapport à celui-ci, et trouver une voie d'émancipation personnelle.

Malgré ces avancées, l'inquiétude demeure chez les habitant.e.s, car une occupation est par essence un contexte tendu. Mais il faut bien définir cette tension. Ici et partout les milieux financiers qui spéculent sur l'immobilier vacant exercent une pression constante sur les peuples et maintiennent nos politiques, dans l'impuissance, ou la complaisance. Ainsi ce Squat comme les autres est maintenant menacé d'expulsion et les efforts de ce groupe d'habitant.e.s risquent d'être dissouts.



17 Octobre 2020. Le collectif des habitant.e.s, Chabatz d'Entrar et l'association des sans Papiers 87 participent ensemble au dernier acte de la Marche des Solidarités. De nombreux groupes, dont certains venus à pied depuis leur ville d'origine se rassemblent dans un cortège de plus de 15000 personnes. Il-elles seront bloqué.e.s avant de parvenir à l'Elysée où était demandée une audience.

Mais les conditions misérables de l'hébergement d'urgence et d'accès à la régularisation, qui poussent les personnes à s'installer dans des squats, mais aussi les consignes d'expulsion de ces lieux de vie, sont toutes déterminées par des politiques européennes et nationales.

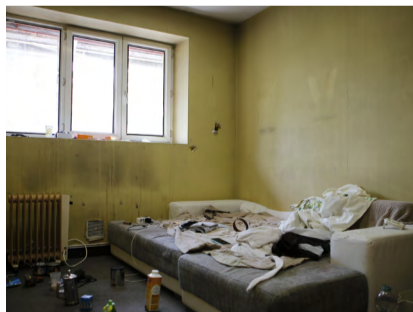
Ces nations européennes après avoir participé avidement, par leurs politiques coloniales et économiques, aux troubles qui ont causé l'exil de ces populations refusent maintenant d'en assumer les conséquences en les accueillant dignement. Elle.il.s sont concentré.e.s par dizaine de milliers à nos portes dans des conditions inhumaines, pour celles et ceux qui ont put survivre au trajet ; puis déporté.e.s vers les pays dictatoriaux à qui l'Europe sous-traite sa tranquillité, ou oublié.e.s,

invisibilisé.e.s par un statut de sous-citoyen.e.s, dans nos rues.

De quelle précarité parlons-nous alors ? Il ne s'agit là seulement que du symptôme d'une véritable adversité politique, une chape de plomb, qui frappe les exilé.e.s de manière massive et historique. Ne confondons donc pas la répartition des responsabilités.

Quand des personnes exilé.e.s s'organisent avec des membres des populations européennes pour agir dignement à leur échelle, ces personnes assument ensemble le courage qui manque aux dirigeant.e.s politiques trop occupé.e.s à amadouer l'extrême droite pour se maintenir au pouvoir.

Des ami.e.s du 4bis



Les chambres du 4bis Avenue de la Révolution. Une série de photos prises au cours de l'été 2020 chez les habitant.e.s volontaires. Ce vaste lieu est organisé autour d'espaces collectifs sanitaires et d'activités, mais chacun.e est chez soi dans son logement, l'aménage et y reçoit qui elle-il le souhaite.

« Tout seul c'est pas facile. Si moi j'habitais tout seul, que je connaissais pas F et les habitants du squat, ce serait pas facile. Mais là on est une grande famille, ... tous les habitants, même les Albanais, les Africains, on est tous pareils.

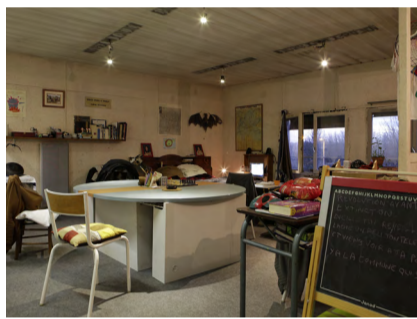
(...)

« Quand ça va pas on peut aller chez les uns et les autres pour parler, Je vais chez F, c'est comme ma sœur. »

« Mais surtout ce que j'aime au squat, ... c'est les liens qu'on a avec le voisinage. C'est pas tout à fait des voisins, ... c'est devenu comme des membres de la famille. ... Et pour moi c'est important, parce que en tant qu'étranger sans papiers, on n'a pas la famille là à côté de nous, on n'a pas avec qui parler, avec qui être. C'est sûr qu'on a construit... »

« C'est vivre ensemble, exemple comme on fait pour manger ensemble... c'est comme une petite famille, je suis tranquille, je suis à l'aise, je suis bien. Ensemble, c'est comme une grande maison, c'est pour ça le lieu ça va, on est différents, mais avec le temps, ça marche... Comme une petite famille. »

« Au squat au moins tu peux préparer ton aliment chaud, tu peux manger en groupe et on peut se donner des idées. Parce que à l'hôtel quand tu es là-bas seul tu n'as pas d'autres idées qui viennent, donc on devient fou. Donc moi je préfère vivre ici, au squat.. pour pouvoir faire évoluer mon esprit un peu. »



« Je voudrais dire qu'en tant que sans papiers cette manière d'organiser une vie commune dans un lieu commun pour moi ça a été très bien organisé, parce que normalement c'est difficile de faire vivre des personnes de cultures différentes en communauté. Là je pense que c'est très bien réussi parce que depuis qu'on vit au squat, et moi ça fait longtemps que je vis au squat, on peut voir qu'on n'a pas eu de problèmes, on n'a pas eu de grandes disputes, même si on est différents de l'un à l'autre, on arrive bien à s'entendre avec l'un et l'autre (...)
et je pense qu'on va pas trouver ça ailleurs, ... parce que dans les temps difficiles c'est là qu'on remarque, quand on est en difficultés, qu'on peut connaître vraiment qui est proche de nous. »

« Là le squat, si il va réquisitionner un lieu, moi je trouve ça très bien parce que les sans papiers ils vont être tous ensemble, ils vont mieux se protéger. Même là sur le Covid, ... j'ai vu que les gens sont très conscients. Dès qu'il y a quelqu'un qui est malade, ils disent il faut pas que tu t'approches de moi ... Ils se sont très bien protégés, on n'a pas eu de cas de Covid au squat ! »

« ici au squat déjà la vie c'est...c'est vivre quand même ! On est au squat quoi ! Quand même il y a de la lumière, il y a de l'eau, il y a des choses qu'on prépare, y'a pas de gros problèmes quoi ! »

« Oui c'est comme la famille. Si on reste ici c'est bien et si on reste pas, on va essayer de rester de plus en plus souvent en contact. »

« J'aime bien quand on travaille ensemble. Quand je suis fatiguée je le fais pas mais quand je me sens bien je les aide. Quand quelqu'un est fatiguée ou malade et bien l'autre le remplace et l'autre se repose. Les hommes ils font la vaisselle, le ménage, les poubelles »

« Les réunions tous les lundi soir, c'est bien, pour les problèmes du squat. On a décidé tous les lundi à 19h »

« Les habitants du squat, on a bien compris à quoi ça sert la réunion, qu'est ce qu'on veut faire demain, ou après-demain »

« Le soutien scolaire, ça aussi c'est...pour les personnes bénévoles pour les enfants du squat, ça aussi c'est, c'est génial, parce que tu trouves pas ailleurs des gens qui viennent aider les jeunes migrants. »

« En tant qu'habitant du squat on a plus de soutien et d'accompagnement de la part des collectifs pour les démarches administratives ainsi que pour la vie quotidienne, pour traduire, pour se repérer dans la ville, pour s'intégrer. Le squat, pour les jeunes sans papiers est un cadre qui les protège de l'isolement et de l'exploitation des trafiquants. »

« On a fait plein de choses dans les réunions, par rapport aux lettres, par rapport à la préfecture, par rapport aux manifestations, plein de choses... les réunions ça c'est à mon avis le 1er point du squat. »

« Quand j'étais au foyer je sortais juste pour acheter quelque chose et je rentrais. Je n'avais pas le droit de rien faire. Il fallait toujours signer, signer pour entrer, signer pour sortir. »



7 septembre 2019. Au cours de ses 20 mois d'existence le squat et ses soutiens ont participé à de nombreux événements et manifestations dans l'espace public, créant des rencontres et des amitiés, dessinant de nouvelles formes de cultures communes entre ses habitant.e.s et celle.eux du reste de la ville.

Le gouvernement et ses sbires méprisent tous ceux qui les font vivre, tous ceux qui galèrent avec ou sans boulot, avec ou sans papiers. Ils parlent de liberté, mais refusent la liberté de circuler aux migrant-e-s. Dans les pays riches, comme dans les pays pauvres, la liberté de circuler (hors covid) n'est que pour ceux qui en ont les moyens financiers.
• Ils parlent de liberté d'expression, mais s'empressent de museler cette expression par leur loi sur la sécurité globale ! Liberté d'expression ? Oui, tous les 5 ans le jour d'un vote et le reste du temps c'est bosse et ferme-la.
• Ils parlent d'égalité, mais l'égalité, c'est pas pour les sans-papiers, c'est pas pour les chômeurs, c'est pas pour l'immense majorité qui vit tant bien que mal de son travail pour permettre aux actionnaires de s'enrichir de manière

éhontée ! Pas d'égalité, ce sont les inégalités qui explosent dans toute la société.
• Ils parlent de fraternité, et dans le même temps véhiculent la haine de l'autre, de ceux qui sont en bas de l'échelle, des migrant-e-s pour mieux s'en prendre à ceux qui sont un barreau au-dessus et ainsi de suite.
• Leur fraternité, c'est écraser, diviser pour mieux dominer. La situation faite aux migrant-e-s et aux sans papiers est plus que dramatique comme l'est aussi celle des victimes du racisme, du sexisme qui gangrène toute la société.
Ne laissons pas ceux qui nous gouvernent semer la misère, le désespoir, le racisme et la haine !
Nous devons obtenir un accueil des réfugié.e.s, des migrant.e.s qui soit digne de ce nom.

Les objectifs du collectif :

- État des lieux des ressources militantes/ des compétences dont nous disposons pour venir en aide aux migrants.
- Engager une démarche d'éducation populaire avec un discours positif sur les migrants : défense et extension du droit d'asile, liberté de circulation... au moyen d'une expression publique commune aux différentes composantes du collectif (tracts, affiches, réunions publiques, etc.).
- Mettre en place un réseau de vigilance face aux actions de l'extrême-droite.

« Mais surtout ce que j'aime au squat, ... c'est les liens qu'on a avec le voisinage. C'est pas tout à fait des voisins, ... c'est devenu comme des membres de la famille. ... Et pour moi c'est important, parce que en tant qu'étranger sans papiers, on n'a pas la famille là à côté de nous, on n'a pas avec qui parler, avec qui être. C'est sûr qu'on a construit... »



« Et aussi, j'ai vu qu'il y a des familles qui n'avaient pas la possibilité d'emmener leurs enfants à l'école, et j'ai vu qu'ils se sont organisés, l'un et l'autre et ils ramènent les enfants des voisins à l'école, des trucs comme ça et ils s'occupent des enfants quand les parents ne sont pas là. Ça c'est vraiment confortable, ça c'est vraiment proche. »



« Si je vais aller chez moi dans un appartement, je peux pas toquer dans la porte du voisin pour lui demander de l'aide, c'est pas possible, les gens là -bas ils se disent même pas bonjour. »



« Le foot ! On a une équipe de foot au squat, ... on jouait ici et après on a organisé une équipe et tous les dimanche on va jouer ailleurs, l'après-midi. Ça dépend, des fois Beaubreuil, La ZUP, ça dépend si on se retrouve là-bas... »

« On a même des gilets pour jouer...Vert !...y'a rien écrit, c'est juste comme ça... Ouais, Ouais ! C'est l'équipe quoi!... »



« Oui oui, le squat c'est comme un quartier, on est une famille »



L'atelier Couture du Squat. Ce groupe autogéré prend des commandes et reçoit des dons à prix libre en soutien au squat, qui contribuent au bien-être collectif des habitant.e.s. Comme la Cantine, le jardin collectif et les ateliers techniques ou scolaires, les activités collectives ouvrent ce lieu vers l'extérieur et permettent à chacun.e d'entrevoir des solutions.

“ Quand j'ai téléphoné au 115 ils m'ont hébergée à l'hôtel, il y avait des punaises de lit. Et mes enfants sont allergiques aux pu- naises de lit. C'était la galère on n'a pas pu rester plus d'une se- maine. Après ils nous on changé d'hôtel et je suis tombée dans un hôtel où la dame elle ne voulait plus entendre aucun bruit. Même la sonnerie du téléphone elle ne voulait plus l'entendre. Et même pendant le confinement elle frappait sur ma porte et elle me disait : vous devez être calme, vous ne devez pas parler. Parce que l'isolation était mauvaise. Je pensais qu'elle exagérait mais une fois j'étais dans son bureau et j'ai entendu les enfants, mal- gré qu'ils parlaient doucement, elle entendait tout en fait. En fait c'était le confinement et on n'avait pas le droit de sortir et pas le droit de cuisiner chez nous, alors c'était impossible. ”

“ Quand je suis arrivée là, je me suis sentie vraiment comme si j'étais dans une maison, ou même dans un château, ou tu peux faire ce que tu veux, parce que l'essentiel c'est que je vois mes enfants, ils parlent, ils mangent comme ils veulent, ils sont libres de se réveiller ou bien de dormir quand ils veulent. Moi aussi je me suis sentie plus à l'aise parce que chez les gens où j'étais, j'étais obligée de faire les tâches ménagères. En échange de l'hébergement j'étais obligée de faire des trucs, alors que là je ne suis pas obligée de servir n'importe qui. ”

“ Elle n'était pas libre de recevoir des gens chez elle, ou de sortir chez des gens. Ici elle a trouvé sa liberté, elle peut cuisiner chez elle, elle peut faire tout ce qu'elle veut, parce qu'elle est chez elle. ”

25 mai 2019
Ouverture du squat du 4bis Avenue de la Révolution

11 juillet 2019
Venue d'un huissier de justice, Maître Emmanuel Madiot, mandaté par le propriétaire des lieux : Speed Rehab - associé à Vinci - pour constater l'occupation des lieux, accompagné d'un serrurier et de nombreux policiers. Contrôle d'identité de toutes les personnes présentes, en forçant les portails extérieurs et les portes des logements individuels.

09 août 2019
L'huissier accompagné de deux agents de sécurité remettent à chacune des 44 personnes - dont l'identité a été contrôlé le 11 juillet -, une assignation en référé aux fins d'expulsion d'occupant sans droit ni titre.

11 octobre 2019
Passage en référé des 44 personnes convoquées au Tribunal d'Instance de Limoges.

29 octobre 2019
Résultat de la délibération du tribunal : permission faite aux habitant.e.s de rester sur les lieux jusqu'au 15 juillet 2020.

18 février 2020
Suite à des négociations avec le collectif ayant abouti à un accord sur de petites interventions de prélèvements de sols sous forme de carottage, les propriétaires mandatent une société qui, accompagnée d'un agent de sécurité, creuse un matin de larges trous dans le sol réputé pollué du site. Leurs travaux sont interrompus pour protéger la santé des habitant.e.s.

jeudi 9 avril 2020
Venue de Marie-Pierre Muller - directrice de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations - sur invitation des habitant.e.s, et suite à sa proposition de les inclure dans le dispositif d'hébergement d'urgence le temps du confinement. Les habitant.e.s expriment la légitimité de leur organisation collective avec un refus clair de ses conditions et revendiquent leur régularisation. Remise d'une lettre adressée au Préfet.

25 mai 2020
A l'occasion de l'anniversaire de l'ouverture du squat, les habitant.e.s déposent des masques à la préfecture réalisés à l'atelier couture du squat. Ils sont confectionnés en tissu au motif d'empreintes digitales, symbole de l'existence des personnes exilé.e.s invisibilisé.e.s et que l'on n'autorise pas à travailler.

25 Juin 2020
Réunion à la Préfecture avec le Préfet de la Haute-Vienne, monsieur Seymour Morsy, avec 2 personnes du collectif des habitant.e.s et 2 personnes du collectif Chabatz d'Entrar. Sont également présent.e.s le secrétaire général du Préfet, le directeur de cabinet et la directrice de la DDCSPP. Le dialogue porte sur la situation des habitant.e.s, leurs revendications, les démarches envisagées collectivement et individuellement.

16 juillet 2020
Venue de l'huissier pour remise du commandement de quitter les lieux au plus tard le 16 septembre.

23 juillet 2020
Dépôt à la préfecture de soixante et une lettres individuelles, écrites par les habitant.e.s, ayant pour objet une demande d'admission exceptionnelle au séjour. Dans ces lettres, chaque habitant.e a pu, raconter son histoire, s'exprimer sur sa situation, son choix d'habiter en France et à Limoges, etc. Ses lettres accompagneront les dossiers des habitant.e.s déposés à la préfecture entre le mois de septembre et décembre 2020.

16 septembre 2020
Venue de l'huissier pour constater que les lieux sont toujours occupés, et transmettre l'information au Préfet de la Haute-Vienne.

15 décembre 2020
Dépôt d'une lettre au Préfet demandant le regroupement du traitement des dossiers, lettre restée sans réponse.

Et aussi une cantine à prix libre tous les mercredis (lorsque les conditions sanitaires le permettaient), et de nombreux événements culturels et solidaires.